

## République serbe de Bosnie-Herzégovine : un important prêt bancaire controversé

## **Description**

Par Stéphan Altasserre (sources : Slobodna Bosna, Oslobodjenje)

Depuis plusieurs mois, la République serbe de Bosnie (Republika Srpska-RS) connaît des difficultés d'ordre financier. Le Fonds monétaire international (FMI) a retardé, à la suite de réformes structurelles non menées à bien par l'entité bosnienne, la libération de la deuxième tranche de prêt accordée à la Bosnie-Herzégovine (BiH) et aux deux grandes entités qui la composent (Fédération de BiH et RS).

Afin de stabiliser sa situation et de financer son budget pour l'année 2017, le gouvernement de RS a démarché en septembre 2017 plusieurs établissements bancaires ou financiers de BiH ou étrangers. Il souhaitait emprunter près de 570 millions de marks convertibles (Konvertibilna marka-KM), soit 290 millions d'euros.

Le 4 octobre 2017, le ministre des Finances de RS, Zoran Tegeltije, a informé la presse qu'un premier emprunt public d'un montant de 50 millions de KM (25,6 millions d'euros) avait été contracté auprès de la Komercijalna Banka ad Beograd (Banque commerciale de Belgrade), un établissement financier serbe. Il s'agit d'un prêt d'une durée de 6 ans avec report du paiement d'un an et dont la somme totale des intérêts reversés avoisinera 10 millions de KM. Le journaliste Nebojsa Vukanovic a noté que le président de la RS Milorad Dodik est actuellement dos au mur et n'est pas en mesure de négocier des taux de prêt plus bas que 3,8%, car il a un besoin urgent d'argent «pour réparer plusieurs trous budgétaires et prévenir localement des troubles sociaux». Cette analyse est largement partagée par la presse, qui observe que c'est la première fois que l'entité est débitrice d'une banque commerciale non bosnienne.

L'opposition a vivement réagi après l'annonce de la décision du gouvernement d'emprunter à un taux d'intérêt aussi élevé et à la perspective d'accroître sensiblement la dépendance financière de la RS. Pour le Parti du progrès démocratique (membre observateur du Parti populaire européen), les prêts sollicités par Banja Luka sont la conséquence de l'incapacité du gouvernement à diriger l'entité depuis plusieurs années. Il estime notamment que les dirigeants actuels «ont gaspillé de l'argent au lieu de construire des usines et d'offrir des emplois».

date créée 15/10/2017 Champs de Méta